

Michele Marchi, *Alla ricercadelcattolicesimo politico. Politica e religione in Francia da Pétain a de Gaulle*, Soveria Mannelli, Rubbettino, coll. « Storia Politica », 2012.

Pierre-Emmanuel Guigo

Le catholicisme politique est l'un des grands oubliés des travaux d'histoire politique en France. Est-ce parce que ce mouvement est inexistant ? Et quelles peuvent être les raisons d'une telle absence ? C'est ce que tente d'analyser Michele Marchi en s'intéressant à la période capitale de l'histoire française du XX^e siècle, celle qui va de l'Occupation, qui prend une place centrale dans cette histoire puisqu'elle cristallise le jeu à trois entre l'épiscopat, le Mouvement républicain populaire (MRP) et de Gaulle qui présidera aux destinées du catholicisme politique sous la IV^e République, jusqu'à la V^e République. En s'appuyant sur une très bonne connaissance de l'historiographie française et italienne sur la question, ainsi que sur de nombreuses archives (fonds du MRP, fonds Georges Bidault, les archives de l'ambassade française auprès du Saint-Siège, les archives du Diocèse de Paris, etc.), l'auteur ordonne son ouvrage autour de cinq parties chronologiques (les « racines » du rapport complexe des catholiques à la République, la période de l'Occupation et de la résistance, "l'illusion de la démocratie chrétienne à la française" entre 1944 et 1946, le début des difficultés lié à la rupture avec de Gaulle et l'émergence de la question scolaire, et enfin une dernière très grande partie consacrée au rapport entre monde catholique et sphère politique à la fin de la IV^e République et au début de la V^e République). Si cette période correspond peu ou prou à celle du MRP, ce n'est pas uniquement une nouvelle histoire de ce mouvement qui se dessine ici¹. L'auteur va plus loin que l'étude des seuls résultats électoraux et démontre comment une analyse plus globale des catholiques en politique est nécessaire pour comprendre les raisons de l'échec du catholicisme politique.

À la Libération, nombreux sont les facteurs favorables à celui-ci. En dépit des problèmes structurels de la France qui freinent le développement d'un catholicisme politique (la laïcité bien sûr, mais aussi le clivage droite-gauche, l'influence de l'Action française), le caractère modernisateur et rassembleur du mouvement semble pouvoir en faire un parti durable capable de surmonter les contradictions internes des catholiques français notamment par rapport à Vichy. Mais cet espoir va peu à peu se déchirer, et les catholiques se désunir sur les grands enjeux de la IV^e République : l'attitude à l'égard de l'Occupation et les éventuelles condamnations qui doivent s'ensuivre, la cléricatisation du mouvement, la question scolaire, l'attitude à l'égard de la décolonisation², la volonté de modernisation de la société qu'incarnera notamment

¹ On se tournera pour cela vers Pierre Letamendia, *Le Mouvement républicain populaire. Histoire d'un grand parti français*, Paris, Beauchesne, 1995.

² Voir aussi : Frédéric Turpin, « Le Mouvement républicain populaire et la guerre d'Indochine », *Revue*

un Mendès, et enfin un mouvement de sécularisation de fond. Les jeunes catholiques qui se socialisent alors vont donc se tourner vers la gauche comme l'illustre le cas de Jacques Delors évoqué en fin d'ouvrage. La dernière ombre qui empêche l'existence d'un catholicisme politique français, c'est de Gaulle, qui catholique lui-même mais profondément attaché à la laïcité, attire la sympathie de nombreux catholiques, mais prive le mouvement de sa spécificité identitaire, au profit d'un grand courant nationaliste : « De Gaulle représente cette synthèse gallicane qui rend superflue le développement d'un catholicisme politique » (p. 407). Pour le MRP, en particulier, il constitue une pierre d'achoppement (et ce dès les débuts de la IV^e République) tant ses prises de position sur les institutions, et même sur la question scolaire sont différentes de celles prises par le parti antérieurement.

Si en effet on ne peut conclure à l'existence d'un catholicisme politique en tant que tel, hormis la période du MRP, la place des catholiques et du catholicisme en France est réelle. L'auteur entend réinterroger le rapport entre religion et politique, les deux étant en général nettement dissociés dans la recherche française. En nous invitant à nous intéresser à ce "monde catholique", il montre à nouveau qu'il est nécessaire d'étudier la vie politique dans ses liens étroits avec le social (mouvements associatifs, syndicaux, religieux)

Ce regard permet ainsi de réinterroger l'histoire de cette « mal-aimée » qu'est la IV^e République. On appréciera plus généralement cette relecture de l'histoire française venant d'Italie, illustrée également par les travaux de Riccardo Brizzi sur la communication politique, qui redonne une vigueur à l'histoire politique française.

L'ouvrage s'inscrit également dans les études sur le centrisme, pensons aux ouvrages de Sylvie Guillaume³ ou encore de Jean-Pierre Rioux⁴.

On peut toutefois regretter que cette histoire du catholicisme politique ne fasse pas davantage référence à des comparaisons européennes⁵. Si l'auteur dit avoir projeté de se référer au cas italien, il montre que le rapport encore plus étroit du catholicisme à la papauté en Italie, et la constitution de la Démocratie chrétienne (DC) en parti "attrape-tout" rend selon lui la comparaison trop complexe. Mais une comparaison avec d'autres partis catholiques européens pourrait être envisagée (avec le parti catholique belge par exemple), et apporterait, sans aucun doute, des éclaircissements sur cette « spécificité française ».

On peut regretter aussi que l'ouvrage s'arrête dans les années 1960 (mais une étude doit aussi trouver un achèvement), tant la période suivante est riche en évolutions fondamentales : l'évolution de la démocratie chrétienne sous la direction de Jean Lecanuet, sa fusion au sein de l'UDF (Union pour la démocratie française) avec le libéralisme politique, le passage (historique) de nombreux catholiques vers le socialisme qui change profondément le visage de celui-ci dans les années 1970. Autant de points d'interrogation qui feront, peut-être l'objet d'un second ouvrage.

d'histoire diplomatique, n° 2, 1996, p. 157-190 et Frédéric Turpin, « Le Mouvement républicain populaire et l'avenir de l'Algérie », *Revue d'histoire diplomatique*, n° 2, 1999, p. 171-203.

³ Entre autres : Sylvie Guillaume et Jean Garrigues, *Centre et centrisme en Europe aux XIX^e et XX^e siècles : regards croisés*, Bordeaux, MSH, 2006

⁴ Jean-Pierre Rioux, *Les centristes, de Mirabeau à Bayrou*, Paris, Fayard, 2011

⁵ C'est ce qu'apporte notamment l'ouvrage plus ancien de Pierre Letamendia, *Le Mouvement républicain populaire. Histoire d'un grand parti français*, Paris, Beauchesne, 1995